



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

CRISE SANITAIRE ATTAQUES CONTRE NOS LIBERTÉS ET TOUT POUR FAIRE VIVRE LES PROFITS ÇA SUFFIT COMME ÇA !

BULLETIN NPA ENTREPRISES DU PERCHE

29 OCTOBRE 2020

C'était malheureusement prévisible : la deuxième vague de l'épidémie de Covid-19 est bien là. Elle déferle inexorablement sur un système hospitalier et ses personnels, encore plus fragilisés par les mois qu'il vient de vivre. Face à cette explosion des nouveaux cas de Covid, le gouvernement avait déjà décidé de prolonger l'état d'urgence sanitaire jusqu'en février 2021 et de restreindre les libertés individuelles en étendant le couvre-feu à 46 millions de personnes. S'y ajoutent les nouvelles restrictions annoncées ce mercredi.

Mais toutes ces mesures, qui font peser sur la population le poids de la situation sanitaire, cachent mal la responsabilité écrasante de ce gouvernement dans la gestion de la crise.

LA DEUXIÈME VAGUE N'ÉTAIT PAS UNE FATALITÉ

Depuis des mois, Macron et ses amis n'ont rien fait pour éviter ce rebond de l'épidémie. Sans aucune organisation, la politique de « dépistage » s'est effondrée, permettant juste aux labos privés de « faire du chiffre », mais pas de briser les chaînes de contagion.

Dans les écoles, depuis la rentrée, rien n'a été prévu pour soulager les classes surchargées que l'administration rechigne à fermer, même avec des cas avérés de Covid.

Et dans les hôpitaux, la situation est catastrophique. Ils n'ont ni recruté, ni formé les personnels disponibles pour faire face à l'épidémie. Aujourd'hui, le besoin est de 100 000 lits supplémentaires, ceux qu'ils ont supprimés ces vingt dernières années.

L'INCOMPÉTENCE DE CE GOUVERNEMENT LE RÉSULTAT DE SES CHOIX POLITIQUES

Pourtant, Macron et son gouvernement ne sont pas si « incompetents » quand il s'agit de déverser des milliards sur les entreprises, sans aucune contrepartie pour l'emploi : 100 milliards d'euros de cadeaux offerts au patronat, rien que dans le cadre du plan de « relance » annoncé le 3 septembre.

Ils ne sont pas si « incompetents » lorsqu'il s'agit de remettre ou maintenir tout le monde au travail, par tous les moyens.

Ils ne sont pas si incompetents pour renvoyer la jeunesse à l'école, dans n'importe quelles conditions,

juste pour « permettre » aux parents d'aller travailler.

Pour eux, une seule véritable priorité : faire tourner la « machine à cash ». Et tant pis pour les « dommages collatéraux ».

Dès lors, ils ne savent que gesticuler en imposant des mesures autoritaires, inefficaces et incompréhensibles, pour les loisirs et la vie familiale. Tout en essayant de rejeter leur responsabilité sur les « jeunes » qui feraient trop la fête ou les « vieux » qui ne garderaient pas assez de distance avec leurs petits-enfants.

LEUR SEULE LOGIQUE : NOUS FAIRE TRAVAILLER MALGRÉ LE VIRUS

Dans les entreprises, les masques et le gel hydroalcoolique permettent aux employeurs de se dédouaner de leurs responsabilités en termes d'organisation du travail, à laquelle ils refusent de toucher ou de traçage des cas contacts, incités à revenir au travail. Macron l'a rappelé : rien n'est obligatoire pour les patrons. Même pas le télétravail, parfois possible, mais pourtant refusé aux salariés contraints de prendre les transports et de travailler dans des conditions dégradées.

Aujourd'hui, Macron se saisit de l'ignoble crime de Conflans-Sainte-Honorine pour tenter de nous diviser et de resserrer les rangs autour de sa politique. Et Castex nous ressort le coup de la « concertation » et du « dialogue social » avec les syndicats, avant d'imposer de nouvelles mesures impopulaires.

À l'opposé de ces manœuvres, il y a urgence à faire en sorte que s'exprime avec force la colère contre ce gouvernement et ses mesures, pour ne plus avoir à payer leur crise, qu'elle soit économique ou sanitaire.

COVID-19: LES PAUVRES PLUS TOUCHÉS



© GAMBON - ILLUSTRATION.COM

Urtikan.net

LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA

www.npa-auto-critique.org

Tracts, actus, infos, échanges, tout sur l'actualité des luttes dans notre secteur

Et maintenant sur Facebook



SAINT-COSME-EN-VAIRAIS. HOWMET : LA CGT RECLAME UNE EXPERTISE ET LE MAINTIEN DES EMPLOIS

C'est scandaleux, Howmet, ex Arconic, ex Alcoa, le sous-traitant aéronautique, spécialisé dans les pièces de fixation alu, installé à Saint-Cosme-en-Vairais envisage des suppressions d'emplois à travers une rupture conventionnelle collective (RCC).

Par la bouche de son secrétaire départemental, « *la CGT demande la mise en place de solutions alternatives. L'annonce en ce mois d'octobre 2020 de la suppression de 58 emplois chez Howmet fait réagir la CGT qui demande la mise en œuvre d'autres solutions.* »

Avec la baisse d'activité du secteur aérien liée à la crise du Covid-19, les fournisseurs comme les grands opérateurs que sont Boeing ou Airbus souffrent. C'est ce qui se passe chez Howmet.

Face à une situation qui risque de devenir compliquée, la société a décidé de réduire la voilure en essayant de faire passer aux partenaires sociaux la mise en place d'une rupture conventionnelle collective. Au total, 58 salariés du site de Saint-Cosme-en-Vairais seraient concernés par cette procédure ... manière de s'en débarrasser à moindre coût.

Le secrétaire de l'UD CGT, ajoute que « *si la direction annonce une baisse d'activité de 40 %, en termes de résultats financiers l'année 2020 sera bonne. Il n'y a pas de justificatif à la mise en place de ce plan. La demande d'une expertise économique est posée afin de vérifier le bien-fondé des mesures et d'étudier les alternatives* ».

Il souligne que « *la CGT n'est pas favorable à une rupture conventionnelle collective* ». Selon lui, « *d'autres formules comme la dispense d'activité, les départs anticipés pour les personnes près de la retraite ou encore la mise en place du chômage partiel longue durée avec une rémunération maintenue à 100 % sont des pistes à creuser.* »

Enfin, il « *pense également à la centaine d'intérimaires qui a quitté l'entreprise « ce sont les plus précaires fait-il remarquer, en précisant bien que la CGT demande un maintien des emplois* »

Ce sont encore les plus précaires qui trinquent les premiers. C'est bien la défense **de tous les emplois** qui est à l'ordre du jour.

ASSASSINAT DE SAMUEL PATY : DÉNONCER L'HORREUR SANS HURLER AVEC LES LOUPS

Condamner sans réserve la barbarie du crime

Dénoncer le crime abominable dont a été victime Samuel Paty a été la réaction immédiate du NPA. Rien ne saurait justifier une telle barbarie. Perpétrer de telles horreurs au nom d'une religion est tout aussi intolérable que, sous le régime nazi, justifier le génocide des juifs au nom de la « pureté de la race ».

L'idéologie qui a armé le bras du tueur est bien de type fascisant. Au nom d'Allah il faudrait se débarrasser des mécréants et des mauvais croyants. Nous ne pouvons

que vomir le projet de société porté par cette idéologie, comme on l'a vu avec Daech, tout autant que celui porté par l'extrême droite occidentale traditionnelle.

Sans hurler avec les loups

Le crime qui a coûté la vie à Samuel Paty est ignoble. Tout aussi ignoble est la stratégie qui consiste à essayer de faire porter le chapeau du crime et du fanatisme à des millions d'hommes et de femmes pointés du doigt du seul fait de leur religion musulmane supposée. Comme si tous les catholiques auraient dû se sentir coupables lorsque dans des cortèges de la Manif pour Tous, des crétins hurlaient « Mort aux pédés ! ».

Depuis longtemps, les milieux d'extrême droite, et d'autres, attisent la haine des musulmans, ou des personnes supposées musulmanes, en distillant l'amalgame « musulman=islamiste=terroriste ».

Que Macron et son gouvernement, incapables de gérer correctement la crise économique et sanitaire, fassent de la surenchère avec leur loi sur le « séparatisme » est proprement honteux. Stratégie bien connue du bouc émissaire : monter les uns contre les autres les catégories populaires victimes de leur politique antisociale. Inacceptable.

Contre leur union nationale, revendiquons notre liberté d'expression et notre droit de nous battre pour une autre société

Revendiquons notre liberté de combattre l'islamophobie ambiante tout autant que la barbarie du fascisme à visage religieux. Comme celle de dénoncer la politique de l'Etat d'Israël sans nous faire taxer d'antisémites. Comme celle de ne pas nous reconnaître dans leur République dont les valeurs proclamées ne sont que le cache-sexe d'une réalité faite d'inégalités, de discriminations, d'oppressions, et d'une exploitation capitaliste dont il est urgent de se débarrasser.

AU THEIL-SUR-HUISNE, GESTAMP VEUT EN PROFITER

Après un printemps sous confinement, avec des commandes en berne, chez Gestamp, c'est la reprise. Et alors, ils en profitent ...

Alors que contrainte de rembourser 840 000 euros pour avoir licencié tout en percevant des aides publiques (pourquoi se gêner ?) c'est aux salariés que la direction veut le faire payer en essayant de faire signer le 16 octobre dernier aux syndicats un accord de dupe.

Sous prétexte d'investissements, d'augmentation de la compétitivité et d'innovation, elle veut faire passer un gel des salaires pour 2020, l'absence de prime Macron liée à la Covid et le blocage de l'intéressement ... le tout sous menaces pour l'emploi et sans même mettre à contribution ses dirigeants salariés, mandataires sociaux et autres actionnaires ... qu'ils ne semblent aujourd'hui pas prêts à le signer.

Après s'être débarrassé des intérimaires quand ils n'en avaient plus besoin ... et fait revenir selon leur bon vouloir, prendre les gens pour des c... ça suffit !

Alors, quand la goutte va faire déborder le vase, que tous ensemble, embauchés, CDD, ou intérimaires, s'arrêteront pour faire valoir les mêmes droits, sûrement la peur changera-t-elle de camp ...

Si notre bulletin t'intéresse, n'hésite pas à le diffuser
Ou à nous contacter : npa.perche@gmail.com
Ou à joindre les diffuseurs : Tél. 06 82 44 28 63